

PRÉFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le 18/06/2019

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

Société EDPR France Holding

Commune de Liniez

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par lettre déposée à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) de l'Indre le 1^{er} février 2018, Monsieur Patrick SIMON, agissant en qualité de représentant dûment habilité par la société EDPR France Holding, a sollicité une autorisation environnementale pour le parc éolien de Liniez II, implanté sur le territoire de la commune de Liniez. Cette demande porte sur la création d'un parc éolien composé de :

- 5 aérogénérateurs pour lesquels le pétitionnaire se laisse le choix entre 6 modèles :
 - Le modèle SIEMENS SWT-3,0-101, d'une puissance unitaire de 3MW, présentant une hauteur de mât de 89,5 m et un diamètre de rotor de 101 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 140 m maximum.
 - Le modèle GE-103, d'une puissance unitaire de 2,75 MW, présentant une hauteur de mât de 85 m et un diamètre de rotor de 103 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 136,5 m maximum.
 - Le modèle VESTAS V100, d'une puissance unitaire de 2,2 MW, présentant une hauteur de mât de 95 m et un diamètre de rotor de 100 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 145 m maximum.
 - Le modèle GAMESA G97, d'une puissance unitaire de 2,1 MW, présentant une hauteur de mât de 78 m et un diamètre de rotor de 97 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 126,5 m maximum.
 - Le modèle SENVION MM100, d'une puissance unitaire de 2,05 MW, présentant une hauteur de mât de 80 m et un diamètre de rotor de 100 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 130 m maximum.
 - Le modèle GAMESA G114, d'une puissance unitaire de 2,5 MW, présentant une hauteur de mât de 87 m et un diamètre de rotor de 114 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 144 m maximum.
- 1 poste de livraison électrique
- 1 local technique

À cet effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale, a été déposé le 1^{er} février 2018. Suite au courrier du 14 mars 2018 notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son

dossier, une version consolidée du dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposée le 13 décembre 2018.

Le dossier de demande d'autorisation a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 21 janvier 2019.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées ;
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction ;
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen préalable ;
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique.

1.1. Note de présentation non technique

Conformément à l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique ci-jointe, décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La puissance électrique totale du parc étant inférieure au seuil de 50 MW fixé par l'article R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

1.2. Maîtrise d'urbanisation

L'occupation du sol sur la commune de Liniez est régie par la carte communale de Liniez.

Les installations du parc éolien Liniez II se situent en dehors des parties urbanisées de la commune de Liniez et, les éoliennes étant considérées comme des équipements d'intérêt collectif, elles sont compatibles avec la carte communale de Liniez.

1.3 Procédure d'instruction

La fiche ci-jointe récapitule la procédure d'instruction de la demande.

Le dossier a, en particulier, fait l'objet d'un avis émis par la Mission Régionale d'Autorité environnementale le 5 février 2019 et d'une enquête publique du 7 mars 2019 au 6 avril 2019.

Par rapport du 3 mai 2019, la commission d'enquête a émis un avis favorable au projet.

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation. Ainsi, le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014. Ces dispositions sont par ailleurs complétées pour tenir compte des recommandations de la MRAe dans son avis du 5 février 2019 et des contributions des services émis lors de la procédure.

2.1 Analyse des services instructeurs et du service coordonnateur

Le dossier de demande d'autorisation environnementale détaille l'ensemble des mesures de maîtrise des impacts et des risques engendrés par l'installation sur les enjeux identifiés. Avant de présenter les prescriptions supplémentaires proposées, le présent rapport de synthèse s'attarde sur le principal enjeu du projet : la préservation des paysages et du patrimoine.

Préservation des paysages et du patrimoine

Dans l'avis émis par courrier du 10 mai 2019 tenant compte des éléments de réponse apportés par le pétitionnaire suite à la diffusion de l'avis de l'autorité environnementale en date du 05 février 2019, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de l'Indre précise que l'implantation du projet crée une visibilité depuis l'intérieur du château de Bouges et accentue la prégnance des éoliennes dans un paysage déjà saturé par la présence de l'éolien.

Le pétitionnaire a réalisé une analyse de la saturation visuelle autour de 16 communes à proximité immédiate du projet, dont les communes de Paudy et Ménétréols-sous-Vatan.

Le pétitionnaire a calculé, pour ces deux villages, les indices théoriques (sans prise en compte du bâti, des boisements et de la topographie) pour évaluer le risque de saturation visuelle.

Pour ce qui concerne le village de Paudy, l'indice d'occupation des horizons (qui correspond à la somme des angles de l'horizon interceptés par des parcs éoliens dans un rayon de 10 kilomètres depuis un point de vue pris comme centre) est augmenté de 9° du fait du projet ; cet indice étant déjà important (205°) en raison de la présence d'autres parcs éoliens. L'espace de respiration n'est en revanche pas modifié par le projet de parc éolien.

Pour ce qui concerne le village de Ménétréols-sous-Vatan, l'indice d'occupation des horizons (qui correspond à la somme des angles de l'horizon interceptés par des parcs éoliens dans un rayon de 10 kilomètres depuis un point de vue pris comme centre) est augmenté de 20° du fait du projet ; cet indice étant déjà important (151°) en raison de la présence d'autres parcs éoliens. L'espace de respiration n'est en revanche pas modifié par le projet de parc éolien.

Afin d'affiner cette analyse théorique, le pétitionnaire s'appuie sur des photomontages pris depuis les sorties ou entrées de village pour évaluer cette saturation. Des vues depuis les sorties de Paudy sont effectivement constatées, mais l'impact est jugé nul à faible, le pétitionnaire soulignant l'implantation de son projet dans la continuité des parcs existants dans un objectif de densification maîtrisée.

Concernant le château de Bouges, situé à 8,3 kilomètres, le dossier indique que le projet se situe dans le prolongement, au même rapport d'échelle, des parcs existants et des éléments anthropiques tels que la ligne haute tension.

L'examen de l'étude cartographique du risque de saturation visuelle réalisée par le pétitionnaire ainsi que les photomontages qu'il a produits pour évaluer ce risque sur le terrain montrent que le projet constitue une densification des parcs éoliens dans le secteur de la commune de Liniez. Il est à noter que, dans son avis du 27 décembre 2018, la service Appui Transversal et Transition Énergétique de la Direction Départementale des Territoires (DDT) précise qu'il peut être considéré que le projet de Liniez est un projet qui vient en densification d'autres parcs existants sans miter le paysage. L'inspection des installations classées considère que l'enjeu constitué par la préservation des paysages et du patrimoine et l'impact du projet sur cet enjeu ont donc été convenablement appréhendés par le pétitionnaire.

2.2 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par les arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés. Ces prescriptions s'appliquent de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société EDPR France Holding.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. À cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'Etat consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

Articles I-3 et II-1 – Les coordonnées Lambert des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant :

– le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;

– la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;

Article II-4.1 – Les dispositions techniques associées à la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;

Article II-4.2 – Les mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères notamment la période d'exclusion des travaux et les études environnementales après réception du parc ;

Article II-5 – Les dispositions techniques permettant de garantir la préservation de la ressource en eaux, pendant les phases critiques des chantiers de construction / déconstruction et de maintenance de l'installation ;

Article II-6 – La réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc

Article II-8 – La synchronisation du balisage des aérogénérateurs du parc ;

Article II-10 – L'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien.

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public ou formulées par la commission d'enquête et les services de l'Etat :

Article II-5 : la prise de précautions pour éviter que les dispositifs d'ancrage des mâts des aérogénérateurs entraînent une mise en liaison entre les eaux surfaciques et les eaux souterraines ou une perturbation des écoulements des eaux en profondeur risquant de porter atteinte à la qualité des eaux des nappes souterraines.

Article II-7 : La mise en place d'extincteurs dans chaque aérogénérateur et le poste de livraison, selon les préconisations du SDIS.

Article III-1 : l'obligation d'informer le SDIS de l'Indre, la DGAC et l'Armée de l'Air de la mise en service industrielle du parc et de transmettre les documents attendus par les équipes d'intervention.

Article III-2 : l'obligation de déclarer toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie.A

D'autre part, l'inspection des installations classées émet la préconisation suivante :

Article II-5 : la prise de précautions supplémentaires liées à la protection de la ressource en eau et à la pollution des sols lors de la phase chantier

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société EDPR France Holding dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses apportées par le pétitionnaire,

Considérant :

- que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique n°2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- qu'en application de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les prescriptions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'État, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
- que la commune de Liniez fait partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 – « Champagne berrichonne et Boischaut méridional » du Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional Climat Air Énergie de la région Centre approuvé par arrêté du 28 juin 2012 ;
- que le projet, constitué d'une seule ligne de 5 aérogénérateurs, s'insère en densification des parcs éoliens voisins situés sur les communes de Liniez, Vatan et Ménétréols-sous-Vatan ;
- en conséquence, que le projet de parc éolien Liniez II n'est pas de nature à aggraver sensiblement l'encerclement et l'effet de saturation visuelle.
- que l'analyse paysagère ne démontre aucun impact significatif sur le patrimoine recensé dans l'aire d'étude, du fait notamment de la distance existant entre le parc et les enjeux identifiés, à l'exception du Château de Bouges sur la commune de Bouges-le-Château, situé à une distance de 8,3 kilomètres, pour lequel l'impact reste toutefois acceptable ;
- que les mesures préventives et correctives sur lesquelles la société EDPR France Holding s'est engagée, en phase de travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien sont de nature à protéger l'avifaune et les chiroptères ;
- que le parc éolien respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur ;
- que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation, l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale ;
- qu'il convient de mettre en œuvre toute mesure de prévention de la pollution de l'eau et des sols lors des travaux de construction et de démantèlement du parc ;
- que les mesures matérielles et organisationnelles sur lesquelles la société EDPR France Holding s'est engagée pour préserver les eaux de surface et souterraines d'une pollution générée par l'installation, en phase de chantier et d'exploitation du parc éolien, sont proportionnées aux enjeux.
- que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
- que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- Que l'enquête publique a fait part d'une majorité d'avis favorable et que la commission d'enquête a émis un avis favorable au projet.

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société EDPR France Holding sur le territoire de la commune de Liniez.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Indre d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société EDPR France Holding, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages et pour un dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'inspectrice des installations classées,

signé

Vu et transmis avec avis conforme
À Monsieur le Préfet de l'Indre
Pour le Directeur et par délégation,
Le chef du service environnement
industriel et risques

signé

PJ :

Plan de masse
Projet d'arrêté préfectoral
Fiche récapitulative
Note de présentation non technique
Conclusions du commissaire enquêteur
Éventuelles réponses du pétitionnaire aux consultations
lors de la phase d'enquête publique
Avis de l'autorité environnementale

**Documents tenus à la disposition des membres de la CDNPS
auprès de la DREAL :**

Avis rendus suite aux consultations effectuées en
application des dispositions des articles R. 181-18 à R.
181-33 du code de l'environnement
Avis rendus suite aux consultations effectuées en
application des dispositions des articles R. 181-36 à R.
181-38 du code de l'environnement

**Copies à
DREAL / UD 36**